



ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL COMPOSÉ DES COMMUNES DE

CLICHY-SOUS-BOIS, COUBRON, GAGNY, GOURNAY-SUR-MARNE, LE RAINCY,
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS, LIVRY-GARGAN, MONTFERMEIL, NEUILLY-PLAISANCE,
NEUILLY-SUR-MARNE, NOISY-LE-GRAND, ROSNY-SOUS-BOIS, VAUJOURS, VILLEMOMBLE

Membres en exercice : 80

Présents : 62

Pouvoirs : 14

CONSEIL DE TERRITOIRE
SÉANCE DU 5 JUILLET 2016 À 20H

Vœu relatif au prolongement de la ligne 11 du métro – phase 2

Rapporteur : Michel TEULET, Président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 29 juin 2016

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORÉ Félicité, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMÉJANE Hélène, CALMÉJANE Patrice, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Romain, DALLIER Philippe, DEMUYNCK Christian, DESHOGUES Monique, DUFFRÈNE Sylvie, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HÉLÉNON Joëlle, ISCACHE Martine, ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHÉAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PELISSIER André, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, TESTA Richard, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AMOZIGH Joëlle (donne pouvoir à MAHEAS Jacques), ARCHIMEDE Pierre, BOURICHA Fayçale (donne pouvoir à THIBAUT Magalie), CARBONNELLE Serge (donne pouvoir à DALLIER Philippe), DELORMEAU Christine (donne pouvoir à KLEIN Olivier), EPINARD Serge (donne pouvoir à MIERSMAN Michel), FAUBERT Jacques (donne pouvoir à AMORÉ Félicité), FAUCONNET Jean-Paul (donne pouvoir à DESHOGUES Monique), FICCA Grégory (donne pouvoir à MILOTI Donni), GAUTHIER Christine, HUART Marie-Claude (donne pouvoir à BARTH Franck), MARTINS Marylise, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques (donne pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), POPELIN Pascal, PRUDHOMME Gérard (donne pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), RATEAU Chantal (donne pouvoir à BODIN Roger), SCHUMACHER Alain (donne pouvoir à REYGNAUD Marie-Françoise), TAYEBI Samira (donne pouvoir à JARDIN Anne).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Hélène CALMÉJANE

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales,

CONSIDÉRANT le décret du 24 août 2011 validant le principe de tronçon Rosny/Noisy-Champs desservant les communes de Villemomble et Neuilly-sur-Marne,

CONSIDÉRANT que Monsieur Pascal Auzannet, auteur du rapport de la mission sur le calendrier pluriannuel de réalisation et de financement du projet du Grand Paris Express remis le 13 décembre 2012 à Madame Cécile Duflot, alors Ministre de l'Egalité des Territoires et du Logement, reconnaît la nécessité de réalisation prioritaire du tronçon Rosny/Noisy-Champs, notamment pour la desserte en transport en commun lourd du sud du département de la Seine Saint Denis, et ce, dans les premières phases de mise en œuvre,

CONSIDÉRANT l'intervention du 6 mars 2013, un mois après l'ouverture de la concertation sur la Ligne Orange, du Premier Ministre Jean-Marc AYRAULT,

CONSIDÉRANT la délibération n°2013-525 du conseil du Syndicat des Transports d'Ile de France du 11 décembre 2013 tirant le bilan de la concertation et les conditions de poursuite de la Ligne Orange du Grand Paris Express,

CONSIDÉRANT l'absence de desserte en transport en commun lourd d'une partie du territoire Grand Paris Grand Est et la situation actuelle d'enclavement de sa population, à la différence des autres territoires déjà bien desservis en transports,

CONSIDÉRANT que le territoire Grand Paris Grand Est doit tirer profit des politiques d'aménagement en cours pour améliorer l'accès de ses habitants aux pôles d'emplois, administratifs et universitaires,

CONSIDÉRANT que le tracé de la ligne 11 et le futur pôle d'échange de la station Rosny-Bois-Perrier permettent de relier le territoire Grand Paris Grand Est à l'ouest et au nord du département avec son potentiel économique,

CONSIDÉRANT que le tracé de la ligne 11 et le futur pôle d'échange de la station Noisy-Champs permettent de relier le territoire Grand Paris Grand Est à l'ouest au département du Val-de-Marne et au pôle universitaire de la cité Descartes,

CONSIDÉRANT le retard pris dans la mise en œuvre des procédures réglementaires préalables à la réalisation du prolongement de la ligne 11 du métro – phase 2

CONSIDÉRANT les incertitudes sur le devenir du projet,

CONSIDÉRANT l'importance du projet pour le territoire Grand Paris Grand Est et ses habitants,

Après en avoir délibéré,

- A l'unanimité

ADOpte le vœu suivant relatif au prolongement de la ligne 11 du métro – phase 2 :

« Par délibération du 11 décembre 2013, le Conseil du STIF avait entériné le prolongement de la ligne 11 jusqu'à Noisy-Champs en lieu et place de la branche est de la ligne orange du réseau du Grand Paris Express. Cette phase 2 du projet de prolongement de la ligne 11 du métro doit relier la station Rosny-Bois-Perrier à la station Noisy-Champs en desservant une station sur la commune de Villemomble et deux stations sur la commune de Neuilly-sur-Marne.

Ce projet se situe aujourd'hui en fin de phase des études préliminaires avec la définition du schéma de principe. Ce document doit être soumis à l'ordre du jour du conseil d'administration du STIF pour engager l'enquête publique préalable à la mise en œuvre opérationnelle du projet.

Or, ce dernier n'est toujours pas inscrit à l'ordre du jour du Conseil du STIF. Le retard pris dans la mise en œuvre du projet commence à être significatif. En effet, la phase d'enquête publique de la phase 2 du projet de prolongement de la ligne 11 était initialement prévue au second semestre 2015.

De plus, il est apparu que l'opportunité de réaliser la phase 2 du projet de prolongement de la ligne 11 puisse être remise en question, alors que notre territoire revêt un intérêt important pour le développement de l'Est parisien.

Toute une stratégie de développement urbain ambitieuse et d'envergure a d'ores et déjà été mise en place suite aux annonces faites par le Premier Ministre Jean-Marc Ayrault lors de son intervention du 6 mars 2013. La mise en œuvre de cette stratégie et des projets d'aménagement associés, avec la construction à terme de plusieurs milliers de logements et d'immobiliers d'activité, n'a été rendu possible que par l'annonce de l'arrivée d'un transport en commun structurant à horizon 2025 sur des territoires en partie enclavé.

En tout état de cause, il apparaît clair que la seconde phase du prolongement de la ligne 11 est une nécessité pour l'attractivité de notre territoire et la connexion qu'elle offrira avec les lignes 15 et 16.

Au-delà des communes directement concernées par la réalisation de ce projet (Rosny-sous-Bois, Villemomble, Gagny, Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand), ce sont les populations du territoire Grand Paris Grand Est qui pourront bénéficier de l'arrivée de la ligne 11. Dans un tel contexte, et sans arrivée de cette offre en transport en commun structurant, nos objectifs de création de logements et de développement économique sont remis en question.

- Le Conseil du territoire de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est demande donc à la Région Île-de-France et au STIF :
 - D'organiser une rencontre entre l'ensemble des collectivités concernées avec Madame Pécresse, Présidente de la région Ile-de-France et Monsieur Laurent Probst, directeur général du STIF ;
 - D'inscrire, au plus vite, au conseil du STIF la phase 2 du prolongement de la ligne 11 du métro afin d'enclencher l'enquête publique préalable à la mise en œuvre du projet ;
 - Un engagement clair et fort sur le devenir du projet. A ce titre, il conviendrait de solliciter l'État, et l'ensemble des collectivités concernées pour conclure une convention de financement garantissant la réalisation de ladite seconde phase du projet. »

Ainsi fait et délibéré en séance, le 05/07/2016.



Le Président,

Michel TEULET
Michel TEULET

Le Président soussigné certifie
le caractère exécutoire
du présent acte reçu
en Préfecture le

13 JUL. 2016
Affiché Notifié le
Président,
Michel TEULET

